

Immanuel WALLERSTEIN

Président de l'Association internationale de sociologie (AIS)

**(2002)**

# “ La mondialisation n'est pas nouvelle. ”

(Postface à la 2<sup>e</sup> édition, **Le capitalisme historique**, 2002.)

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: [jmt\\_sociologue@videotron.ca](mailto:jmt_sociologue@videotron.ca)

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: [http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques\\_des\\_sciences\\_sociales/index.html](http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html)

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Immanuel WALLERSTEIN (2002)

“ “ La mondialisation n’est pas nouvelle. ”

Une édition électronique réalisée à partir du texte intitulé : “ **L a mondialisation n’est pas nouvelle.** ” Postface à la 2<sup>e</sup> édition du livre : Le capitalisme historique. Paris Éditions La Découverte, 2002, 123 pages. Collection : Repères, no 29.

[Autorisation accordée le 26 juin 2003 par courrier électronique.]

[L’auteur est directeur du Centre Fernand-Braudel, Binghamton et chercheur associé à l’université Yale aux États-Unis] Courriel du professeur: [immanuel.wallerstein@yale.edu](mailto:immanuel.wallerstein@yale.edu)

<http://fbc.binghamton.edu/iwpostf-12.htm>

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format  
LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition complétée le 28 juin 2003 à Chicoutimi, Québec.



“ La mondialisation n’est pas nouvelle. ” Postface à la 2e édition du livre : Le capitalisme historique. Paris Éditions La Découverte, 2002, 123 pages. Collection : Repères, no 29.

L'auteur est directeur d'études associé, École des hautes études en sciences sociales (Paris), président de l'Association internationale de sociologie (AIS). Courriel du professeur: [immanuel.wallerstein@yale.edu](mailto:immanuel.wallerstein@yale.edu)

[Retour à la table des matières](#)

La première édition en 1983 de ce livre - dont la traduction française est parue avant la version originale - s'appuie sur une série de conférences prononcées en 1982. J'avais l'intention alors de faire une analyse de l'essentiel du système capitaliste depuis ses débuts au cours du long XVIe siècle. Je le considérais comme un système intégral, unique et historique. Comme tout système, il contient des structures qui ont leurs règles, c'est-à-dire leur logique, ainsi que leurs contradictions. Comme tout système, il se maintient tout en évoluant en permanence ; bref, il est historique. Comme tout système historique également, il a trois moments qu'il faut analyser séparément : le début, moment de sa création ; la longue période de son développement historique, pendant laquelle il vit sous ses règles « normales » ; et enfin le moment de la crise structurelle, qui implique la fin du système et une transition vers un autre système. Ce livre s'efforce d'être l'analyse du deuxième moment, celui de la longue période de son développement historique.

J'ai divisé le livre en trois chapitres, discutant les trois arènes dans lesquelles on pourrait observer le système ; on les appellera, faute de mieux, l'arène économique (ou du marché), l'arène politique (ou des États), et l'arène

culturelle (ou des idéologies et des structures du savoir). J'ai terminé le livre avec une brève analyse du concept du progrès (concept crucial pour le système capitaliste), ainsi qu'une discussion succincte sur la transition possible du capitalisme vers un ordre mondial socialiste.

Nous voici à peu près vingt ans plus tard, et il faut admettre que le monde a beaucoup évolué. Il y a eu des événements qui nous ont frappés tous - l'écroulement des socialismes « réellement existants », au moins en Europe ; l'ascension fulgurante du néolibéralisme et de la prétendue mondialisation ; les guerres du Golfe, des Balkans, et de l'Afghanistan (contre les Talibans) ; le mouvement anti-mondialisation qu'on appelle parfois l'esprit de Porto Alegre (en référence à la ville où se tient le Forum Social Mondial chaque année depuis le début du siècle). On nous crie constamment que les anciennes analyses sont périmées, sinon carrément fausses. Moi, je vous dis que je ne suis point d'accord. Je pense que l'analyse que j'ai faite des structures du capitalisme demeure aussi valable qu'auparavant. Je ne pense pas qu'il existe une nouvelle version du capitalisme, ni en mieux ni en pire. Je doute fort qu'il existe même quelque chose de nouveau au sein du système capitaliste qu'on pourrait appeler mondialisation.

Pour défendre cette position manifestement à contre-courant, je dois m'expliquer et proposer une interprétation des vingt dernières années dans le cadre de l'approche du système historique que je présente dans ce livre. Je vais commencer d'abord en soulignant les caractéristiques spécifiques des Trente Glorieuses qu'a connues le monde après la deuxième guerre mondiale. Je ferai ensuite le point sur les trois éléments mis en avant par la plupart d'observateurs comme constitutifs de la soi disant mondialisation : les flux internationaux de capitaux et de biens ; l'absence d' « alternative » à cette mondialisation ; la puissance hégémonique du gouvernement des États-Unis.

La période des Trente Glorieuses commence avec la victoire des Alliés dans la guerre. En 1945, les États-Unis sont la seule puissance industrielle à avoir échappé aux destructions de la guerre. Déjà très forte en 1939, leur capacité industrielle a augmenté énormément pendant la guerre : les États-Unis se trouvent sans concurrent économique sérieux dans le monde. Les infrastructures de l'Europe, l'URSS, et l'Asie d'Extrême-Orient sont largement détruites et ils ont tous besoin de « reconstruction ». Aucun pays ne peut produire des biens aussi efficacement, aussi bon marché, que les États-Unis, ce qui signifie que les entreprises américaines peuvent concurrencer ces pays même sur leurs propres territoires.

Que ce soit un gros avantage pour les États-Unis, c'est évident, mais il y a tout de même un côté moins positif. Ça ne vaut pas grand-chose d'être le producteur le plus efficace s'il n'y a pas d'acheteurs, ce qui est une question de demande effective. Au départ, il y en a peu. Donc, il faut que les États-Unis aident ces pays à se reconstruire : le Plan Marshall va créer des acheteurs.

Évidemment, à cette époque, il faut aussi décider à qui doit profiter l'aide. Et là se pose la question de l'Union Soviétique. L'alliance américano-soviétique de la deuxième guerre mondiale est une alliance de circonstance. Sur le plan idéologique, ils se considèrent comme des opposants, sinon des ennemis. Que faire une fois que la menace nazi-fasciste n'existe plus ? Les avis sont partagés - c'est clair - mais la décision ultime prend la forme de l'accord virtuel qu'on désigne communément comme celui de Yalta - d'après le lieu de la dernière réunion de Roosevelt, Churchill et Staline.

Au-delà de la rhétorique qui l'a obscurci à la fin de la guerre et tout au long des années de Guerre Froide, l'accord réel a trois composantes, 1/ L'Europe est partagée en deux zones d'influence, plus ou moins là où s'arrêtent les troupes occidentales et soviétiques à la fin de la guerre, c'est-à-dire sur une ligne allant de Stettin à Trieste, qui scinde l'Allemagne en deux parties; en outre, il est tacitement convenu que ce qui est en dehors de l'Europe se trouve du côté américain, sauf pour la Corée qui est également partagée. 2/ Chacun des deux - les États-Unis et l'Union Soviétique - peut faire ce qu'il veut dans sa zone, pourvu qu'il n'intervienne pas dans celle de l'autre. La contrepartie est que les États-Unis ne donnent rien pour la reconstruction de la zone soviétique. 3/ Chaque partie a le droit d'essayer de diffuser ouvertement son idéologie et de dénoncer celle de l'autre. C'est même quelque chose à encourager dans la mesure où cela renforce la cohésion de chaque camp.

S'agissant du pouvoir militaire, on sait clairement aujourd'hui que les États-Unis conservent la supériorité pendant toute cette période, mais la puissance de l'URSS est suffisante pour instaurer ce qu'on appelle alors l'équilibre de la terreur, lequel est un moyen efficace de contraindre chacun des deux à respecter l'accord. En conséquence, celui-ci est suivi assez scrupuleusement par les deux parties, jusqu'à ce que la fin de l'existence de l'URSS le rende caduc. Une conséquence pourtant de l'accord est la nécessité pour chaque côté de ressouder ses alliances, ou plutôt ses dépendances l'OTAN pour les États-Unis, le Pacte de Varsovie pour les Soviétiques. Les deux grands moments de tension - le blocus de Berlin et la guerre de Corée - se terminent tous les deux par un retour à la ligne de départ, ce qui renforce la solidité de l'accord de Yalta. La guerre de Corée permet tout de même aux États-Unis de faire pour le Japon ce qu'ils ont déjà fait pour l'Europe

occidentale : aider sa reprise économique et le rattacher à une alliance politico-militaire.

Si le monde n'est pas entièrement sans turbulence dans les années cinquante et soixante, ce n'est pas à cause de la Guerre Froide, mais malgré l'accord de Yalta. Les pays du Tiers-Monde - la Chine d'abord, puis le Vietnam, l'Algérie, Cuba, entre autres - n'acceptent pas le statu quo américano-soviétique et insistent pour chercher à atteindre leurs propres objectifs. Le résultat est un peu curieux. Bien que les États-Unis dominent le monde pendant cette période et dictent l'ordre politique mondial, les mouvements anti-systémiques (la Vieille Gauche) ont l'air de triompher un peu partout. Dans la zone soviétique, les partis communistes sont au pouvoir. Dans la zone occidentale, les partis sociaux-démocrates (et leurs semblables comme les Démocrates « New Deal » aux États-Unis) se trouvent au pouvoir, la plupart du temps pour la première fois, au moins par alternance . Et dans le Tiers-Monde, les mouvements de libération nationale s'imposent partout. J'ai dit « bien que », mais peut-être faut-il écrire « parce que ».

Dernier élément de la situation et raison pour laquelle on appelle cette période les Trente Glorieuses, c'est une période d'expansion économique mondiale, la phase A d'un Kondratieff. Non seulement une phase A, mais la plus grande phase A dans l'histoire de l'économie-monde capitaliste. L'expansion de la production est colossale. Le taux d'urbanisation est fulgurant Le chômage mondial est très bas, ainsi que les taux d'intérêt. L'amélioration des conditions économiques et des profits est manifeste à travers le monde. Et la position relative des classes ouvrières - leur bien-être - progresse partout.

Les Trente Glorieuses s'achèvent entre 1967 et 1973. Cette fin est marquée par deux grands événements: le début de la phase B d'un Kondratieff, donc une stagnation ou régression économique mondiale ; et la révolution mondiale de 1968. Il faut insister sur leurs caractéristiques et sur leur interférence. D'abord la phase B : elle est la conséquence du succès de la phase A. Les marchandises sont devenues si profitables que tout le monde essaye d'entrer sur le marché, ce qui une surproduction classique : trop de production par rapport aux acheteurs possibles.

L'augmentation de la production est mondiale. Mais elle se localise surtout en Europe occidentale et au Japon, précisément les pays qui ont été aidés dans leur reconstruction par les États-Unis. C'est-à-dire qu'en créant eux-mêmes un marché pour leurs produits, les États-Unis ont ressuscité des concurrents sérieux. À partir des années soixante, il n'est plus vrai que les États-Unis produisent plus efficacement que l'Europe et le Japon. Les trois zones sont

devenues plus ou moins égales. Donc, chacun est leader sur son marché intérieur et les trois rivalisent sur les autres marchés. Et grâce à cela, l'Europe occidentale et le Japon peuvent commencer à se libérer de leur statut de pays clients pour devenir « partenaires » et entamer la longue route qui leur permettra de devenir des décideurs politiques indépendants.

La conséquence immédiate est pourtant que tous les trois se trouvent dans des difficultés économiques. Les signes d'une phase B sont bien connus: les taux de profit sont globalement moindres; l'emploi régulier est par conséquent globalement moins certain. Les pays forts s'efforcent d'être moins victimes de la régression mondiale que les autres en ex–portant les maux (réduction de production, chômage) vers les autres. Dans un marché mondial plus restreint, la réduction des coûts de production (surtout les salaires) devient plus importante que celle des coûts de transaction. Il s'ensuit qu'il y a une fuite d'entreprises productives hors des pays centraux (qui sont chers du point de vue de coûts de production) vers des pays semi-périphériques (où les coûts de production sont moindres bien que les coûts de transaction soient plus élevés). L'endettement grandit afin de ne pas trop faire descendre le niveau de dépenses courantes (mais évidemment cela crée finalement un problème pour rembourser les dettes). Les vieux produits étant moins profitables, on en cherche de nouveaux - l'innovation - qui pourraient offrir au début des profits de monopole. Et finalement, puisque les taux de profit provenant de la production sont réduits, les grands capitalistes se tournent vers la sphère financière pour obtenir des profits substitutifs de spéculation.

C'est tout cela que nous constatons entre 1970 et 2000 : les taux de chômage sont élevés, alternant dans les pays du centre mais continus dans la plupart des autres pays. Les « vieilles » industries (sidérurgie, électronique, automobile) abandonnent assez largement leurs anciennes localisations pour s'installer dans la semi-périphérie, où l'on se vante d'avoir atteint le « développement », lequel ne va pas toujours se poursuivre très longtemps. De nouvelles industries très monopolistiques commencent à se créer dans les pays du centre (informatique, biotechnologie). L'endettement est manifeste pendant la phase B avec des changements de lieu liés aux mini-crisis successives de dettes: dans les années soixante-dix, c'est au tour du Tiers Monde et des pays socialistes de s'endetter; dans les années quatre-vingt, c'est l'État nord-américain ainsi que de grandes transnationales ; et dans les années quatre-vingt-dix, ce sont les consommateurs (surtout nord-américains) qui prennent le relais. Les dettes permettent aux débiteurs de vivre un certain temps au-dessus de leurs revenus réels. Elles permettent aussi à certains d'en tirer de grands profits spéculatifs dont d'autres paient le prix. Dans chaque cas, il ne faut que dix ans pour qu'il y ait une « mini-crise » de la dette.

Au sein de cette grande turbulence de l'économie-monde, les luttes politiques se transforment. Les Trente Glorieuses sont l'époque de la libération et du développement national. Les mouvements anti-systémiques croient aller vers un monde éblouissant, vers le progrès certain. Le choc de 1968 est donc rude. D'où vient-il ? En partie il marque l'apogée de la lutte pour la libération. Mais surtout, il résulte de la déception ressentie par les militants et les gens ordinaires du fait que tous ces mouvements semblent être arrivés à faire de leur victoire un échec.

On a discuté dans ce livre des limitations de la stratégie traditionnelle des mouvements anti-systémiques. Le point principal tient au fait que les mouvements - qu'ils soient socialistes ou nationalistes - ont adopté dans le dernier tiers du XIXe siècle une stratégie à deux étapes : d'abord arriver au pouvoir étatique ; puis transformer le monde. Et pendant les Trente Glorieuses, comme nous avons noté, le premier objectif est atteint dans la grande majorité des pays, à savoir la prise du pouvoir étatique. Cependant, cela ne transforme pas le monde. Que ce soit dans les pays du centre (France, États-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie, Japon), dans les pays socialistes (Chine, Tchécoslovaquie, Pologne), ou dans le Tiers-Monde (Mexique, Inde, Sénégal), les mouvements de 1968 partagent tous deux thèmes. D'une part, ils dénoncent le pouvoir hégémonique, les États-Unis, et en même temps celui qui est en « collusion » avec eux, l'Union Soviétique (les deux « superpuissances » comme aiment à dire les Chinois). D'autre part, ils condamnent les vieilles gauches pour ne pas avoir rempli leurs promesses historiques, tout en devenant défenseurs farouches de leur acquis.

La révolution mondiale de 1968 est au début une réussite étonnante. Mais en quelques années, tout est réprimé. Donc un feu de paille, mais qui laisse des traces énormes. D'abord, 1968 enterre le grand consensus libéralo-centriste qui domine le monde politico-culturel depuis 1848 - la foi dans une diminution graduelle de la polarisation socio-économique à travers les actions réformatrices des États. On cesse de croire que cela pourrait se passer, ce qui libère à la fois les vrais conservateurs et les vrais radicaux.

Les conservateurs lancent leur effort contre-révolutionnaire qui s'appelle (un peu faussement) le néolibéralisme. Objectif immédiat: défaire les avancées réalisées pendant les Trente Glorieuses en ce qui concerne le niveau des salaires, les institutions redistributives du bien-être, et les pressions sur les entreprises pour internaliser (prendre en charge) les coûts liés aux déchets toxiques ou encombrants. Inutile d'insister sur la liste des réussites de la droite mondiale: gouvernements Thatcher et Reagan, réunions de Davos, G8, OMC,

effondrement des gouvernements des grands mouvements de libération nationale, désintégration de la zone soviétique, et surtout abandon par presque toute la Vieille Gauche du discours socialisant historique au profit de celui en faveur d'un discours de marché légèrement amendé.

L'impact de tout ceci sur la gauche mondiale, sous toutes ses formes, est déprimant et, pour beaucoup, profondément décourageant. En même temps, il y a le lent mûrissement d'une autre stratégie qui, aujourd'hui, est en train de redonner vie à cette gauche mondiale. Dans la foulée immédiate de la révolution de 1968, fleurit pendant quelques années, un peu partout, une série de groupes maoïstes (groupusculaires pour la plupart). Ces groupes ne survivent pas très longtemps parce qu'ils ont comme unique programme de relancer l'ancienne stratégie dans une forme plus « pure », plus « à gauche ». Ils n'arrivent pas à convaincre grand monde que cela pourrait donner des résultats plus intéressants que les révolutions antérieures.

Ce qui marche le mieux est ce qu'on appelle la « Nouvelle Gauche » : les mouvements féministes, les mouvements identitaires ethno-minoritaires (les Noirs aux États-Unis, les Beurs en France), les Verts, les mouvements pour la liberté de choix sexuel (gays, lesbiennes, etc.). Ils partagent tous deux caractéristiques. D'un côté, ils critiquent les mouvements de la Vieille Gauche pour avoir négligé (ou relégué aux calendes grecques, « après la révolution ») les problèmes qui constituent leurs raisons d'être : le sexisme, le racisme, la destruction de l'environnement, l'homophobie, etc. D'autre part, ils cherchent une stratégie nouvelle pour remplacer celle dont ils pensent qu'elle a échoué.

Cette bataille des critiques des fausses priorités est largement gagnée. La plupart des mouvements qui descendent de la Vieille Gauche acceptent aujourd'hui la légitimité de la critique de leurs positions anciennes et s'efforcent de prendre en considération immédiate les luttes contre le sexisme, le racisme, la destruction de l'environnement, l'homophobie. En revanche, dans la recherche d'une nouvelle stratégie le bilan de la Nouvelle Gauche est beaucoup plus ambigu. Tous ces mouvements subissent le même débat interne qu'ont connu les mouvements socialistes et nationalistes pendant longtemps : faut-il être réformiste, ce qui veut dire, faut-il essayer d'entrer dans les parlements du monde pour y faire adopter une nouvelle législation ? Ou faut-il rejeter totalement et sans concession les institutions et les pratiques courantes existantes ? Les Verts allemands ont appelé ce débat celui entre les Realos et les Fundis.

Néanmoins, à côté de ce débat si archaïque, lentement un autre mouvement émerge. Il insiste sur la tolérance mutuelle nécessaire de tous ces

courants les uns vis-à-vis de tous les autres ; sur la nécessité de conjuguer leurs efforts contre le véritable ennemi, le néolibéralisme qui sévit dans le monde politique ; sur la possibilité de travailler ensemble sans structure centralisée, ni aux plans locaux ou nationaux, ni au plan mondial. On pourrait donner à cela le nom de l'esprit de Porto Alegre. On verra ce que cela va donner dans les vingt prochaines années. Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, on se trouve devant une version mondiale nouvelle de la polarité classique entre le parti de l'Ordre et le parti du Mouvement, Davos contre Porto Alegre.

Regardons maintenant les trois éléments clefs qui pour beaucoup d'analystes, sans parler des essayistes, constitueraient la mondialisation, cette prétendue nouveauté. Le premier aspect de la nouveauté, pour presque tout le monde, est traduit par le nom : c'est le fait d'être global. On nous dit, en effet, qu'auparavant il y avait des économies nationales, gérées en autonomie par chaque État souverain (au moins les États forts), dont les activités principales étaient situées au sein d'un seul pays et dont les transactions trans-frontières pouvaient être limitées par l'État. Maintenant, dit-on, ce n'est plus vrai depuis 10 ans, 20 ans, 50 ans (cela dépend de l'analyste). À cause de la révolution informatique et de l'amélioration du système de transport mondial, tout aurait changé. Les marchandises et les capitaux traversent facilement les frontières politiques. Les marchés importants ne sont plus nationaux mais mondiaux. Et les États sont plus ou moins hors jeu.

Comme analyse de la réalité, cet argument dénote une méconnaissance totale du capitalisme historique, le sujet de ce livre. Le passé n'était pas du tout comme on le décrit dans ce conte de fées. Lorsque l'on examine ce passé de près, on constate que la situation actuelle en est tellement proche qu'on rencontre des difficultés pour mettre en évidence des différences fondamentales. Car, depuis quatre siècles déjà, au sein de l'économie-monde capitaliste, les marchandises et les capitaux traversent les frontières. Et depuis 400 ans, aucune production importante n'est exempte de la nécessité de trouver des éléments provenant de l'extérieur du pays où elle est localisée (capitaux, intrants, mais aussi souvent travailleurs et aliments de base pour les travailleurs). Et depuis 400 ans, les producteurs capitalistes cherchent à vendre là où ils le peuvent, c'est-à-dire n'importe où dans le marché mondial.

Évidemment, les producteurs ont des concurrents. Cela s'appelle un système capitaliste. Donc, ils doivent faire mieux que les concurrents afin de vendre bien sur le marché. L'idée que ce n'est qu'aujourd'hui qu'on est censé être compétitif laisse rêveur. Sans doute, aujourd'hui, il en est qui peuvent dominer le marché mondial, par leur efficacité, par leurs relations politiques, par leurs astuces, ou par les trois à la fois. Pense-t-on vraiment que ce n'était

pas aussi vrai au XIXe ou au XVIIe siècle ? Il n'y a que le nom des pays forts qui a changé, le lieu vers lequel la plus-value coule le plus rapidement et le plus massivement.

Le capitalisme n'a jamais connu un moment de véritable libre-échange, ni aujourd'hui ni jadis. Il y a toujours eu des entraves à la libre circulation des capitaux, des biens et, surtout, des travailleurs. En même temps, il y en a toujours eu certains pour essayer de démanteler de telles barrières, en proclamant « laissez-faire, laissez-passer ». Et il y a toujours eu d'autres pour ériger ces mêmes barrières, afin de « protéger » leurs pays des flux de capitaux, des concurrents étrangers efficaces, des travailleurs à bas salaires.

Il faut regarder qui se met, qui se mettait toujours, dans chaque camp. Et il faut évaluer leurs forces politiques respectives à divers moments. Ceux qui sont les plus forts - soit qu'ils produisent les biens meilleur marché soit qu'ils profitent de liens politiques ou d'attaches culturelles qui leur donnent un accès privilégié à certains clients - veulent toujours la disparition des barrières étatiques (douanes, quotas, subventions) afin de pouvoir gagner sur le marché sans encombre. Quant à ceux qui risquent de perdre sur un tel marché, ils réclament la protection de l'État contre des concurrents qu'ils qualifient d'illégitimes, parce que ce sont des étrangers, parce que ces concurrents sont « grands » tandis qu'eux sont « petits » ; parce que ce sont des concurrents qui exploitent leur force de travail plus féroce qu'eux, producteurs nationaux qui offrent à leurs travailleurs un niveau de salaires convenable ; parce que ces concurrents ruinent l'environnement alors qu'eux sont soumis aux exigences contraignantes de leurs propres gouvernements.

Remarquez que les producteurs forts se trouvent très souvent dans des pays forts. Leur gouvernement est plus en mesure de les aider à obtenir des règles internationales qui leur servent plus qu'à leurs concurrents plus faibles. Souvent, donc, ils gagnent. Mais les pays forts ont rarement une politique cohérente. Chez eux, il y a normalement non seulement des industries bien compétitives mais aussi de vieilles industries qui ont besoin de protection, précisément parce qu'elles ne sont plus vraiment compétitives sur le marché mondial. Les gouvernements les plus farouchement favorables au libre-échange - les États-Unis au XXe siècle, la Grande-Bretagne au XIXe, les Provinces Unies (les Pays-Bas actuels) au XVIIe - étaient toujours prêts à protéger chez eux ceux qui étaient faibles sur le marché mondial mais forts sur le plan politique national. Il existe une large dose d'hypocrisie dans les positions officielles.

Néanmoins, insistent les partisans de la thèse de mondialisation, la réalité actuelle est que le marché mondial est devenu vraiment ouvert pour la première fois. Cela aussi n'est pas exact. Il est vrai qu'il existe moins de barrières étatiques contre les flux maintenant qu'à l'époque des Trente Glorieuses. Mais il n'existe pas une ouverture plus grande que celle de la période 1900-1913. Le fait est que le degré d'ouverture du marché mondial est cyclique, et a été cyclique depuis 400 ans. Il semble bien probable au début du XXI<sup>e</sup> siècle que nous soyons en train d'entrer de nouveau dans un moment relativement plus protectionniste. La soi-disant mondialisation pourrait bien être un fantôme historique dans un court avenir.

Mais si cela est vrai, pourquoi a-t-on fait tant de bruit autour du concept ? Certainement, sinon les savants ou les essayistes, du moins les capitalistes comprennent comment fonctionne véritablement l'économie-monde capitaliste. Sans doute, plus ou moins. Là n'est pas la question. Si la mondialisation n'est pas un concept analytique utile, il est bien utile comme rhétorique. C'est Mme. Thatcher qui a donné le ton il y a longtemps. Elle a lancé le slogan : TINA - acronyme anglais pour « There is no alternative », c'est-à-dire « il n'existe pas d'alternative ». C'est un slogan à l'intention de tous les hommes politiques, surtout ceux des pays moins forts, plus périphériques. C'est un moyen de leur dire qu'ils doivent démanteler tout ce qui gêne l'entrée et la sortie de capitaux, et tout ce qui gêne l'entrée des biens dans leurs pays.

Mais s'il n'y a vraiment pas d'alternative, il est peine perdue de le proclamer. C'est précisément parce que les alternatives existent bel et bien qu'on veut faire croire qu'il n'en existe pas. En effet, tous ceux qui résistent au joug écrasant de la mondialisation, on les menace à la fois de sanctions immédiates et de punitions à plus long terme. Immédiatement, il s'agit de la politique énoncée par le FMI et le Trésor des États-Unis, qui annoncent qu'ils n'accordent ni prêts ni aides pour le « développement » aux pays qui ne respectent pas l'obligation de laisser les portes ouvertes. Et puisque, en temps de stagnation économique mondial (ce que nous avons vécu depuis les années soixante-dix), les gouvernements (surtout dans les pays périphériques) ont souvent besoin d'assistance pour surmonter les déficits à court terme, cette prise de position des grandes institutions financières est bien nuisible ; elle peut même faire tomber des régimes. Donc, le TINA est une cravache souvent féroce.

À la longue, on dit à ces mêmes gouvernements, aux mouvements politiques, aux populations, qu'ils ne seront pas en mesure d'avancer sur l'échiquier économique mondial sans suivre une telle politique néolibérale. C'est dire qu'on met en avant un argument scientifique qui prétend que la vraie

compréhension des réalités économiques se trouve dans les œuvres classiques du libéralisme économique. Voilà qu'on se retrouve sur le plan de la science sociale. En lisant ce livre, vous avez vu que je trouve une telle vision du monde non seulement fausse mais irréaliste. Je vous en ai proposé une vision assez différente. À vous de les évaluer toutes les deux.

En tout cas, il semble clair que la rhétorique a eu de l'effet, mais que cet effet est arrivé à son niveau maximum. Depuis le début des années quatre-vingt-dix, les gens ordinaires ont montré une méfiance croissante à l'égard du TINA, en faisant élire un peu partout des partis qui se proclament de centre-gauche. Je sais bien que ces partis se déclarent convertis aux vertus du marché et même de la mondialisation. Mais ils offrent un peu de sécurité, un aspect un peu social à l'action gouvernementale. Cela suffit à un public qui se sent en danger et qui cherche se protéger contre les vents du marché ouvert. À partir de la fin des années quatre-vingt-dix, ce public se montre prêt à aller plus loin. Ceci prend forme dans ce grand mouvement « anti-mondialisation » que j'appelle l'esprit de Porto Alegre, dont le slogan est « un autre monde est possible ». Effectivement, s'il n'est pas vrai que le marché mondial soit vraiment plus ouvert aujourd'hui qu'historiquement, il est encore moins vrai qu'il n'existe pas d'alternatives.

Nous arrivons à la troisième caractéristique supposée de la mondialisation : le pouvoir hégémonique et presque incontestable des États-Unis, la seule superpuissance, qui fait ce qu'elle veut. Et ce qu'elle veut s'appelle mondialisation. Là encore, je suis en désaccord complet. Je considère que l'hégémonie américaine dans le système-monde est parvenue à son apogée à la fin des années soixante, et qu'elle se trouve depuis en lent mais continu déclin. Elle ne peut pas faire ce qu'elle veut, même si certains de ses dirigeants pensent le contraire.

Le pouvoir hégémonique américain s'est construit après 1945 sur trois piliers, comme nous avons déjà indiqué. Le premier, peut-être le plus important, était l'avantage réel qu'avait très largement la production des États-Unis sur le marché mondial par rapport à celle des autres pays. Et avec cette force productive, les États-Unis dominaient aussi le commerce mondial et la finance mondiale. Deuxièmement, étant donné ce pouvoir économique, ils ont pu construire des alliances politico-militaires avec l'Europe occidentale et le Japon, dans lesquelles ces pays jouaient le rôle des pays clients. Et troisièmement, ils ont gardé une supériorité militaire sans appel.

Ils ont perdu depuis cet avantage économique. En effet, on l'a remarqué, les productions européenne et japonaise rivalisent avec celle des États-Unis.

Donc ceux-ci ne peuvent plus s'emparer du commerce mondial. Ils gardent peut-être une position plus forte dans l'arène financière, mais cela ne peut pas durer très longtemps encore. Les relations avec leurs alliés sont en train de subir la conséquence politique logique de cette perte d'avantage économique.

Seule reste la supériorité militaire. Mais dominer militairement est toujours difficile à la longue, comme tous les empereurs de l'histoire l'ont appris à leurs dépens. Le pouvoir militaire s'use sur trois fronts. Il crée ses propres résistances. Il coûte très cher en argent. Il perd ses appuis internes quand le coût en vies devient trop fort. Bien sûr, on pourrait essayer de gagner les batailles sans supporter ces frais (c'est la politique actuelle du gouvernement américain). Mais cela suppose qu'il puisse toujours et continuellement contrôler suffisamment la situation afin que le prix reste limité. J'en doute fort. Il y a en outre un facteur socio-psychologique dans le pouvoir militaire. On est d'autant plus fort que tout le monde croit qu'on l'est. Si cette croyance de ceux que l'on cherche à dominer disparaît, l'avantage militaire peut s'écrouler rapidement. Encore une fois, la rhétorique compte, mais la rhétorique ne peut pas tout à elle seule.

Si donc la « mondialisation » n'est pas la bonne façon de caractériser la situation actuelle, est-il vrai pour autant que rien ne soit nouveau ? Non. Je pense effectivement que nous sommes entrés dans une nouvelle ère. Loin d'être le triomphe et l'apogée du système capitaliste, je crois que c'est l'ère de sa crise. Mais ce n'est pas le sujet de ce livre qui s'intéresse au fonctionnement du système capitaliste dans son long développement historique. Il s'agit plutôt de ce troisième moment de tout système dont j'ai parlé, la période de sa fin et de sa transition vers un autre système. J'ai présenté cette question dans un autre livre (*L'Utopistique ou les choix politiques du XXI<sup>e</sup> siècle*, Éditions de l'Aube, 2000). Tout ce que je veux souligner ici, c'est l'incertitude de l'issue de la transition. On vit dans un monde toujours plus chaotique, ce qui est normal pendant la désintégration d'un système historique. On ne peut être certain que d'une seule chose : le système actuel ne peut pas continuer à exister ; il est en train d'épuiser ses mécanismes d'ajustement. Mais ce qui va en sortir, le nouveau système-monde (ou les nouveaux systèmes-monde), ne peut pas être prédit. Ce nouveau système-monde pourrait être beaucoup mieux, mais il pourrait aussi être bien pire que l'actuel. On ne peut pas le prévoir ; mais on peut lutter pour que ce soit un monde plus démocratique et plus égalitaire que le nôtre.

[You are free to download this paper or send it electronically to others. If you wish to translate it into another language, or to publish it in a printed medium or on another web site, you must obtain formal authorization from the author.]

(Go to Fernand Braudel Center Home Page)

<http://fbc.binghamton.edu/iwpostf-12.htm>